le mercredi 6 avril 2005

10 h

Prière.

M. Doucet (Charlotte) dépose sur le bureau de la Chambre une pétition de gens du comté de Charlotte, qui s'opposent à la réduction de 19 lits au Charlotte County Hospital et à la perte d'emplois concomitante. (Pétition 25.)

L'hon. E. Robichaud dépose sur le bureau de la Chambre un document intitulé *2003 : Rapport annuel : Statistiques de l'état civil*.

M. V. Boudreau donne avis de motion 60 portant que, le mardi 12 avril 2005, appuyé par M. Murphy, il proposera

qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les lettres, les courriels, les documents et les rapports envoyés ou reçus par le ministère de la Santé et du Mieux-être au sujet de la demande visant la création d'un laboratoire satellite de cathétérisme cardiaque à Moncton.

L'hon. M. Green, leader parlementaire du gouvernement, annonce que l'intention du gouvernement est que la Chambre reprenne le débat ajourné sur le discours du budget.

Il est donné lecture de l'ordre du jour portant reprise du débat ajourné sur la motion 39, laquelle est ainsi formulée :

que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement.

Le débat reprend.

Après un certain laps de temps, le président de la Chambre s'absente, et M. C. LeBlanc, vice-président, assume sa suppléance.

Le débat se poursuit.

La séance, suspendue d'office à 12 h 30, reprend à 14 h sous la présidence de M. C. LeBlanc, à titre de président suppléant de la Chambre.

Après un certain laps de temps, M. Holder, autre vice-président, prend le fauteuil à titre de président suppléant de la Chambre.

Après un certain laps de temps, M. C. LeBlanc reprend le fauteuil.

Après un autre laps de temps, le débat est ajourné sur la motion de M. Kennedy.

La séance est levée à 18 h.

Conformément à l'article 39 du Règlement, les documents suivants, ayant été déposés au bureau du greffier, sont réputés avoir été déposés sur le bureau de la Chambre :

documents demandés dans l'avis de motion 53 (10 février 2005).